



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

VILLE DE SAINT-MANDE VAL-DE-MARNE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 JUILLET 2020

RAPPORT DES SERVICES

**OBJET : ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019 DU BUDGET DE LA COMMUNE –
BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET DE LA CAISSE DES ECOLES**

RAPPORTEUR : M. MEDINA

Mes chers(es) Collègues,

Le Compte Administratif retrace l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la Ville entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre sur une année. Il doit être présenté au Conseil municipal habituellement dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice. Cependant, compte tenu de la crise sanitaire, le délai de vote sur l'arrêté des comptes 2019 a été prorogé jusqu'au 31 juillet au plus tard.

Le compte administratif est le bilan financier de l'ordonnateur. Parallèlement, le comptable public, chargé d'encaisser les recettes et de payer les dépenses ordonnancées par le Maire, élabore le compte de gestion qui doit correspondre exactement au compte administratif.

Une fois le compte administratif adopté, le conseil municipal vote une délibération d'affectation des résultats qui sont intégrés au budget de l'année dans le cadre de la décision modificative n°1.

Les sections de fonctionnement et d'investissement seront analysées, en dépenses comme en recettes.

Toutes écritures confondues, le budget s'établit, fin 2019, de la manière suivante :

Dépenses de gestion courante (011+012+65)	29,1 M€
Charges exceptionnelles (67)	1,4 M€
Total dépenses d'activité en fonctionnement	30,5 M€
Atténuation de produits (014)	6,2 M€
Charges financières (66)	0,6 M€
Dépenses d'ordre (dont dotations aux amortissements)	1,8 M€
<u>Total dépenses de fonctionnement</u>	<u>39,1 M€</u>
<u>Total recettes de fonctionnement</u>	<u>45,0 M€</u>
Résultat d'exercice	5,9 M€
Dépenses d'équipement engagées (20+204+21+23)	18,5 M€
Remboursement capital de la dette (16)	1,6 M€
Autres dépenses d'investissement	0,4 M€
<u>Total dépenses d'investissement</u>	<u>20,5 M€</u>
<u>Total recettes d'investissement</u>	<u>17,4 M€</u>
Résultat d'exercice après couverture des reports	- 3,1 M€

30,5 M€ ont ainsi été affectés directement au fonctionnement des services rendus aux habitants et 18,5 € engagés en investissement. La municipalité a dépensé 49 M€, un budget en hausse de 8,1 M€ par rapport à 2018 :

- sans augmenter les impôts et ce depuis 4 ans,
- grâce à des efforts de gestion entrepris tout au long du mandat (+1% par rapport à 2018 et -1,6%, soit une baisse des dépenses de 480 000 €, par rapport à 2013) et à des recettes de fonctionnement dynamiques (en hausse de +2,8% par rapport à 2018 et de +8,7%, soit une augmentation de 3,6 M€, par rapport à 2013).
- tout en améliorant sa situation financière dans la continuité de ce qui a été fait depuis le début du mandat et ce, malgré une diminution de la DGF de 2,5 M€ et un prélèvement sur ses recettes fiscales (FPIC) de 5,8 M€, obérant fortement ses marges de manœuvre de 8,3 M€ durant la période 2014-2019. Ses ratios financiers sont très solides fin 2019 et surtout en nette amélioration par rapport à ceux constatés en début du mandat :
 - son fonds de roulement a été reconstitué : il atteint 12,5 M€ en 2019 contre 4 M€ en 2014,
 - l'épargne de gestion est de 9,5 M€ contre 5,8 M€ en 2014,
 - l'épargne brute s'élève à 7,7 M€ nettement au-dessus du remboursement du capital de la dette (1,6 M€),
 - l'épargne nette est de 6,1 M€ largement supérieure aux épargnes nettes constatées en début de mandat (2,3 M€ en 2014 et 3,8 M€ en 2015),
 - enfin, la capacité de désendettement atteint 2 ans ½ en amélioration par rapport aux capacités de désendettement constatées en 2014 et 2015 (4,3 et 5,2 ans) et largement en dessous du seuil d'alerte fixé par l'Etat (12 ans).
- et tout en se désendettant par une gestion active de la dette :
 - les intérêts de la dette diminuent de près de 56 000 € par rapport à 2018 et de 873 000 € par rapport à 2013,
 - le stock de dette, net du fonds de soutien, est de 18,5 M€ au 31/12, en baisse de 2 M€ par rapport à fin 2013,
 - le taux d'endettement atteint 41,2% fin 2019 contre près de 50% en début de mandat.

La ville de Saint-Mandé a donc poursuivi son développement tout en préservant son avenir sur le plan financier.

Au-delà des grandes masses, le compte administratif permet de :

- retracer l'ensemble des dépenses et des recettes de l'exercice (1),
- rapprocher les réalisations des prévisions (2),
- dégager les résultats définitifs (3),
- et de mesurer la santé financière de la collectivité au regard de l'évolution des indicateurs de gestion (4).

Retenons que les principales politiques publiques menées en 2019 portent sur la culture, l'enseignement et la famille ainsi que sur l'aménagement et les services urbains qui concentrent, avec 30 M€ de crédits consommés, plus 60% du budget de la collectivité :

Politiques publiques (M€)	Fonctionnement	Investissement	Toutes sections	Part.
culture (dont CRESCO)	2,1	10,6	12,7	25,9%
enseignement/famille	8,6	0,7	9,3	19,0%
aménagement et services urbains	3,7	4,5	8,2	16,7%
sport et jeunesse	3,9	0,3	4,2	8,6%
sécurité et salubrités publiques	1,8	0,1	1,9	3,8%
interventions sociales	1,4	0,1	1,5	3,0%
logement	0,1	0,9	1,0	2,0%
actions économiques	0,2	0,1	0,3	0,7%
administration générale	8,7	1,2	9,9	20,2%
total général	30,5	18,5	49,0	100,0%

1) L'exécution du budget en 2019

1.1) Le budget de fonctionnement

1.1.1) L'évolution des dépenses et des recettes de gestion courante

Une évolution maîtrisée des dépenses de gestion courante (+1% en 2019 et -1,6% soit -0,5 M€ environ par rapport à 2013)

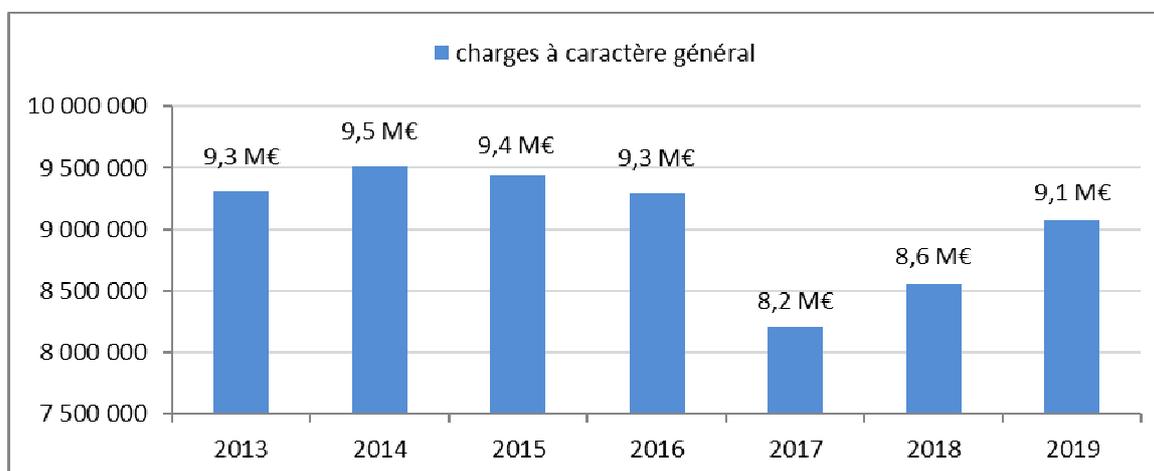
Dépenses de gestion courante	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
011 Charges à caractère général	9 310 901	9 514 850	9 444 876	9 302 265	8 204 018	8 562 988	9 083 006
écart n-1		203 949	-69 974	-142 611	-1 098 246	358 970	520 018
évol. n-1		2,2%	-0,7%	-1,5%	-11,8%	4,4%	6,1%
dont charges de structure	2 900 099	2 838 746	3 008 863	3 224 054	2 970 055	3 289 672	3 396 506
écart n-1		-61 352	170 117	215 191	-253 999	319 617	106 834
évol. n-1		-2,1%	6,0%	7,2%	-7,9%	10,8%	3,2%
dont autres charges générales	6 410 802	6 676 104	6 436 013	6 078 210	5 233 963	5 273 316	5 686 499
écart n-1		265 301	-240 091	-357 802	-844 247	39 353	413 183
évol. n-1		4,1%	-3,6%	-5,6%	-13,9%	0,8%	7,8%
012 Charges de personnel et frais assimilés	17 484 016	17 948 281	18 263 546	17 982 536	18 323 118	17 716 591	17 323 142
écart n-1		464 264	315 265	-281 010	340 582	-606 527	-393 449
évol. n-1		2,7%	1,8%	-1,5%	1,9%	-3,3%	-2,2%
65 Autres charges de gestion courante	2 823 253	2 830 022	2 033 464	2 249 121	2 456 881	2 562 984	2 732 234
65 Indemnités élus + frais assimilés	219 413	235 718	242 625	233 992	232 257	235 040	246 973
écart n-1		16 306	6 907	-8 633	-1 735	2 783	11 933
évol. n-1		7,4%	2,9%	-3,6%	-0,7%	1,2%	5,1%
65 Subventions versées organismes publics	1 186 340	1 177 000	628 000	740 251	848 581	953 560	911 545
65 Subventions versées associations et autres org.	563 671	648 917	577 002	507 366	510 963	535 379	523 517
écart n-1		85 246	-71 915	-69 636	3 597	24 416	-11 862
évol. n-1		15,1%	-11,1%	-12,1%	0,7%	4,8%	-2,2%
65 Contributions obligatoires	237 247	232 455	226 358	236 615	245 640	237 281	253 734
65 Contribution fds de compensat° charges territ.	0	0	0	51 127	43 513	89 606	172 167
65 Service d'incendie	480 000	406 001	293 087	400 174	463 892	397 380	469 999
65 Autres charges de gestion courante	136 582	129 932	66 392	79 595	112 035	114 737	154 300
Total dépenses d'activités	29 618 171	30 293 153	29 741 886	29 533 922	28 984 017	28 842 563	29 138 382
écart n-1		674 982	-551 268	-207 964	-549 904	-141 454	295 818
évol. n-1		2,3%	-1,8%	-0,7%	-1,9%	-0,5%	1,0%
014 Atténuations de produits	4 463 557	4 865 283	5 256 831	5 992 985	6 416 818	6 233 202	6 209 933
FPIC	610 420	1 054 689	1 502 015	745 233	859 144	850 588	785 503
écart n-1		444 269	447 326	-756 782	113 911	-8 556	-65 085
évol. n-1		72,8%	42,4%	-50,4%	15,3%	-1,0%	-7,7%
Reversements sur FNGIR	3 754 816	3 754 816	3 754 816	3 754 816	3 754 816	3 754 816	3 754 816
Reversements conventionnels de fiscalité	0	0	0	1 492 936	1 585 000	1 585 000	1 635 000
Prélèvement art.55 loi SRU	98 321	0	0	0	217 858	42 798	34 614
Autres atténuations de produits	0	55 778	0	0	0	0	0
TOTAL DES DÉPENSES DE GESTION COURANTE	34 081 728	35 158 436	34 998 717	35 526 907	35 400 835	35 075 765	35 348 315
écart n-1		1 076 708	-159 720	528 190	-126 072	-325 070	272 550
évol. n-1		3,2%	-0,5%	1,5%	-0,4%	-0,9%	0,8%

Les charges à caractère général (+ 520 000 €) et les charges de personnel (- 393 450 €) ont fortement varié en 2019 dû notamment à l'externalisation de la gestion des crèches mise en œuvre au 1er septembre 2018.

L'évolution, dans sa globalité, des dépenses d'activité, comprenant les charges à caractère général (011), les charges de personnel (012) et les autres de charges de gestion courante (65), est restée contenue à +1% en 2019 (en dessous de l'inflation). Cependant, elles ont baissé de 480 000 € par rapport à 2013 (soit -1,6%) passant de 29,6 M€ à 29,1 M€ en 6 ans.

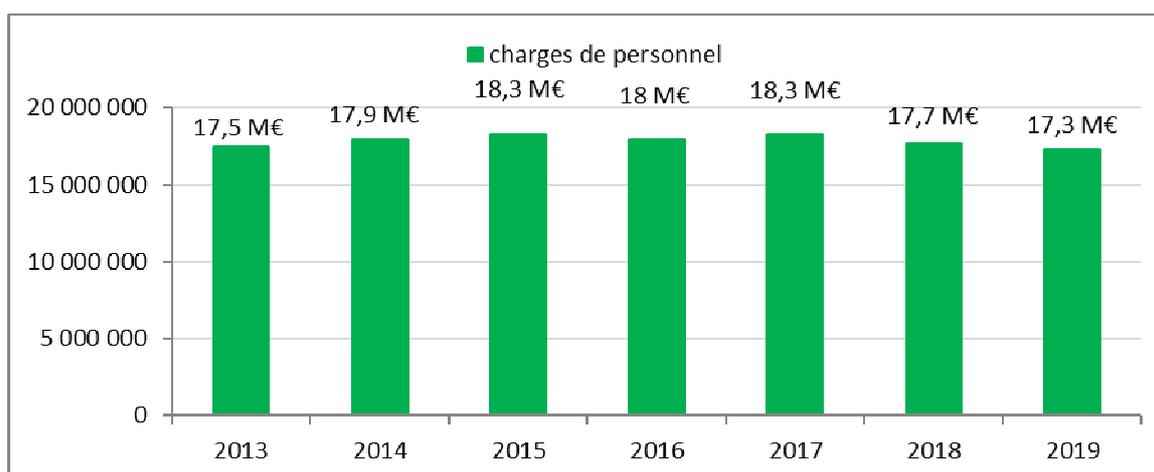
Charges à caractère général (011)

Les charges à caractère général s'élèvent à 9 M€ en 2019. Elles augmentent de +520 000 € soit +6,1% par rapport à 2018 : +377 479 € sont liés directement à la gestion déléguée des crèches qui a généré, par ailleurs, des économies de 591 285 € en dépenses de personnel. A périmètre constant, l'augmentation des charges à caractère général est de 142 540 € soit +1,7% (liée principalement à des charges de structure supplémentaires). Malgré cette hausse importante, elles diminuent de 230 000 € soit -2,4% sur l'ensemble de la période 2013-2019.



Charges de personnel et frais assimilés (012)

Les dépenses de personnel s'élèvent à 17,3 M€ en 2019 dont 432 610 € refacturés au CCAS. Elles sont en baisse de près de 400 000 € soit -2,2% par rapport à 2018. Retraitée de la gestion des crèches qui a générée de fortes économies en masse salariale (près de 600 000 € en 2018 et plus d'1 M€ en 2 ans entre 2017 et 2019), les charges de personnel restent maîtrisées globalement : elles n'ont augmenté que de 1,1% en 2019 et de 0,4% par rapport à 2018. Par rapport à 2013, la masse salariale a diminué de 200 000 € représentant une baisse de 0,9%.



Autres charges de gestion (65)

Les autres dépenses de gestion courante s'élèvent à 2,7 M€ dont les subventions versées au CCAS (858 167 €), aux associations et autres organismes privés (plus de 523 500 €) et les contributions obligatoires versées aux écoles et au SDIS (895 500 €).

Saint-Mandé a donc amélioré en 2019 sa santé financière grâce aux efforts de gestion entrepris tout au long du mandat. Dans le même temps, les recettes de gestion ont, elles, augmenté fortement.

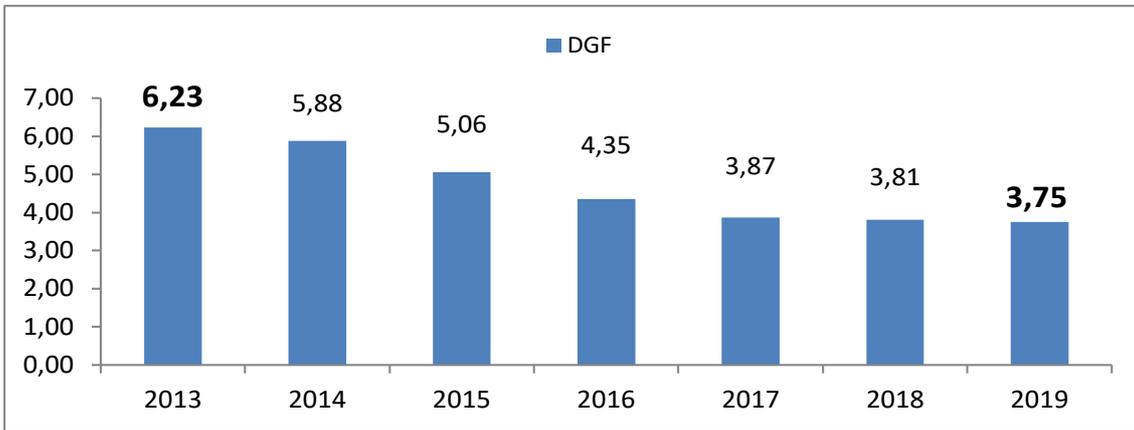
Une évolution dynamique des recettes de gestion courante (+2,9% en 2019 et +8,7% soit +3,7 M€ par rapport à 2013)

Recettes de gestion courante	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
013 atténuations des charges	213 319	259 266	154 014	210 579	181 261	136 354	298 714
70 Ressources d'exploitation	5 129 477	5 158 541	4 868 843	5 835 925	4 902 644	6 335 521	6 294 026
écart n-1		29 064	-289 698	967 082	-933 280	1 432 877	-41 495
évol. n-1		0,6%	-5,6%	19,9%	-16,0%	29,2%	-0,7%
Produits des services	3 370 919	3 269 205	3 249 702	3 236 718	3 130 937	3 296 764	3 264 104
écart n-1		-101 714	-19 503	-12 984	-105 781	165 828	-32 660
évol. n-1		-3,0%	-0,6%	-0,4%	-3,3%	5,3%	-1,0%
Refacturation mise à disposition du personnel	668 315	676 385	532 964	680 831	645 035	734 573	870 414
Refacturation charges indirectes	47 721	86 612	73 668	746 706	49 869	132 470	69 755
Stationnement	985 858	1 080 642	945 000	955 376	950 000	1 487 715	1 281 513
écart n-1		94 784	-135 643	10 376	-5 376	537 715	-206 202
évol. n-1		9,6%	-12,6%	1,1%	-0,6%	56,6%	-13,9%
FPS	0	0	0	0	0	340 615	506 304
Droits de voirie	56 664	45 696	67 510	216 294	126 803	343 385	301 935
73 Ressources fiscales (impôts et taxes)	27 263 547	26 998 630	29 332 591	27 216 438	27 968 877	32 770 667	34 100 943
Fiscalité ménages (TH + TF)	22 106 042	22 253 528	24 247 978	22 412 917	22 601 847	22 927 884	23 766 872
écart n-1		147 486	1 994 450	-1 835 061	188 930	326 037	838 988
évol. n-1		0,7%	9,0%	-7,6%	0,8%	1,4%	3,7%
Fiscalité économique	837 044	821 655	844 512	0	0	0	0
Attribution de compensation	0	0	0	0	0	4 450 044	4 443 939
TECOM	1 682 582	1 681 879	1 666 348	1 690 600	1 714 973	1 872 501	1 912 651
écart n-1		-703	-15 531	24 252	24 373	157 528	40 150
évol. n-1		0,0%	-0,9%	1,5%	1,4%	9,2%	2,1%
Taxe consommation finale électricité	432 710	394 040	387 133	392 317	398 423	380 714	389 701
Droits de mutation	2 202 359	1 847 528	2 185 220	2 650 248	3 055 162	2 988 814	3 400 463
écart n-1		-354 831	337 693	465 028	404 914	-66 348	411 648
évol. n-1		-16,1%	18,3%	21,3%	15,3%	-2,2%	13,8%
Taxe de séjour	0	0	0	0	0	0	17 188
Autres impôts et taxes	2 810	0	1 400	70 356	198 473	150 710	170 130
74 Ressources institutionnelles	8 209 585	8 111 101	7 360 266	8 976 370	8 952 426	3 907 885	3 757 499
écart n-1		-98 485	-750 835	1 616 104	-23 943	-5 044 542	-150 386
évol. n-1		-1,2%	-9,3%	22,0%	-0,3%	-56,3%	-3,8%
DGF	6 232 951	5 883 690	5 058 452	2 524 498	2 046 914	1 986 600	1 930 843
écart n-1		-349 261	-825 238	-2 533 954	-477 584	-60 314	-55 757
évol. n-1		-5,6%	-14,0%	-50,1%	-18,9%	-2,9%	-2,8%
Attributions dotation d'équilibre	0	0	0	4 434 240	4 446 731	0	0
Autres dotations Etat (compensation financière)	407 956	391 540	407 664	315 896	387 896	371 381	398 462
DGD	68	68	68	68	0	8 445	68
FCTVA	0	0	0	0	0	0	0
Subventions et participations perçues	1 568 610	1 835 803	1 893 710	1 701 668	2 070 885	1 512 191	1 403 866
écart n-1		267 192	57 907	-192 042	369 218	-558 695	-108 325
évol. n-1		17,0%	3,2%	-10,1%	21,7%	-27,0%	-7,2%
Autres participations	0	0	372	0	0	29 268	24 260
75 Autres produits de gestion courante	418 200	379 101	332 961	442 183	525 235	460 902	368 583
TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	41 234 129	40 906 638	42 048 676	42 681 494	42 530 444	43 611 329	44 819 765
écart n-1		-327 491	1 142 038	632 818	-151 051	1 080 886	1 208 436
évol. n-1		-0,8%	2,8%	1,5%	-0,4%	2,5%	2,8%

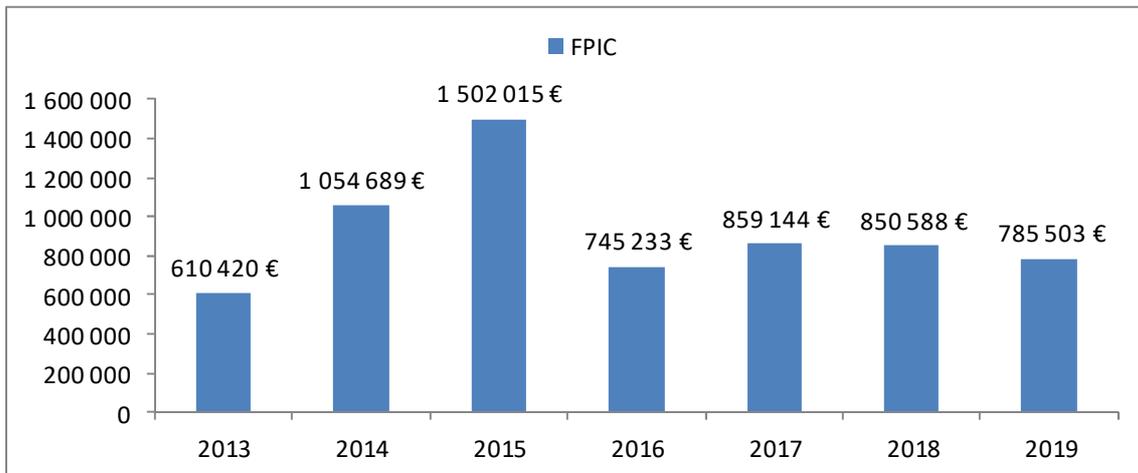
Elles sont donc restées dynamiques malgré une nouvelle baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et un prélèvement sur ses ressources fiscales représentant en 2019 une perte de ressources de plus 840 000 € pour Saint-Mandé :

Evolution de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF – en M€)
(après intégration de la part salaires transférée depuis 2016 à la Métropole du Grand Paris puis reversée à la Ville par l'attribution de compensation)

Evolution de la DGF	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
DGF Ville	6 232 951	5 883 690	5 058 452	2 524 498	2 046 914	1 986 600	1 930 843
DGF part salaires Métropole GP intégrée dans l'AC				1 823 434	1 823 434	1 823 434	1 823 434
Total DGF	6 232 951	5 883 690	5 058 452	4 347 932	3 870 348	3 810 034	3 754 277
écart n-1		-349 261	-825 238	-710 520	-477 584	-60 314	-55 757
évol. n-1		-5,6%	-14,0%	-14,0%	-18,9%	-2,9%	-2,8%

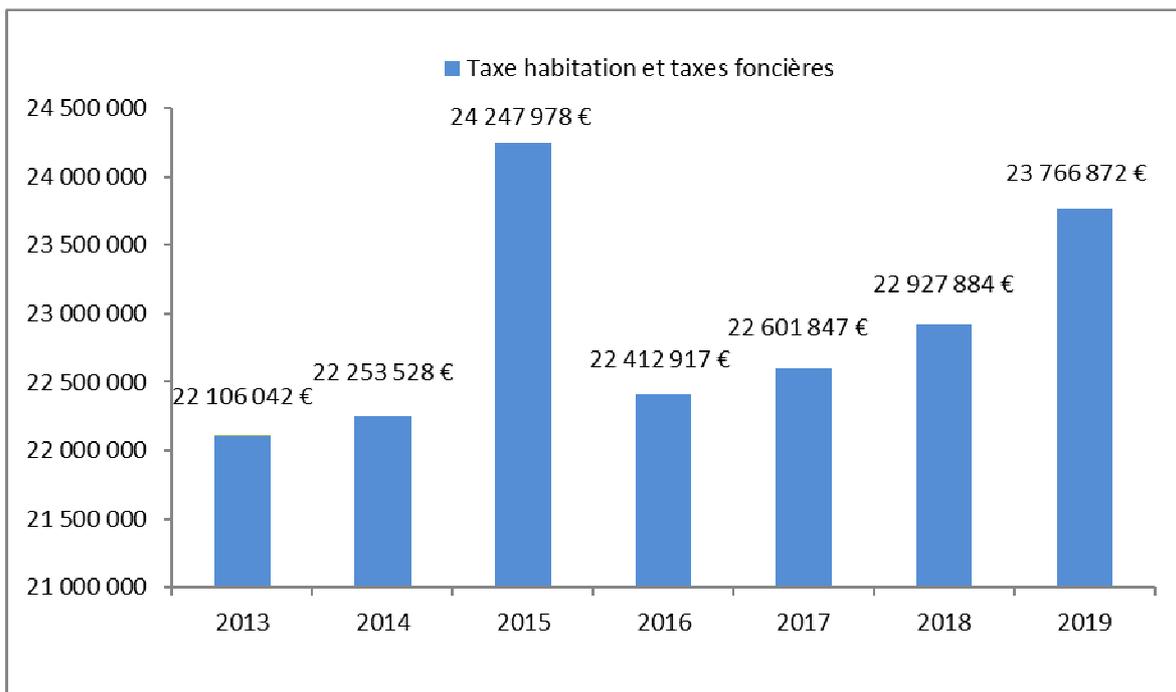


Evolution du FPIC



Les recettes fiscales

Le produit de la taxe d'habitation et des taxes foncières a augmenté sans hausse des taux qui n'ont pas bougé depuis 2015. En 2019, il a rapporté plus de 23,7 M€ contre 22,9 M€ en 2018, soit une hausse de plus de 840 000 € environ dont 500 200 € directement liés à la revalorisation de +2,2% des bases fiscales décidées par l'Etat.



Les taux en vigueur votés en 2019 sont restés à :

- 22,93 % pour la taxe d'habitation (TH)
- 18,80% pour la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)
- 10,90% pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)

Rappelons, par ailleurs, qu'en matière de politique fiscale, la ville a maintenu en 2019 :

- l'abattement général de 5% sur la TH représentant plus de 3 M€ de base d'imposition en moins (soit 691 875 € de produits fiscal en moins) ;
- les abattements spéciaux de 15% sur la TH pour les personnes de condition modeste et de 10% pour les personnes en situation d'handicap, soit 564 980 € de base d'imposition en moins représentant une exonération de 129 550 € d'impôts pour les personnes concernées ;
- l'exonération de la TF pendant 2 ans pour les constructions neuves, reconstructions et additions d'habitation soit 290 790 € de base d'imposition en moins représentant 54 700 € de recettes en moins.

Enfin, notons que les différentes mesures prises par le Gouvernement en matière fiscale ne sont pas compensées à 100%. En 2019, Saint-Mandé a perdu plus de 365 900 € de recettes fiscales compte tenu des mécanismes de compensation financière retenus par l'Etat :

- pour le calcul des allocations de compensation de la TH, l'Etat, rappelons-le, a figé le taux de la TH, en prenant celui de 1991, soit 12,78%, et non celui en vigueur de 22,93% ;
- pour le calcul des allocations de compensation de la TF, l'Etat applique en plus un coefficient de minoration de 0,069.

Concernant la TEOM, les recettes s'élèvent à 1,9 M€ en 2019 en hausse de +2,1% par rapport à 2018.

Par ailleurs, Saint-Mandé a encaissé 3,4 M€ de droits de mutation. Sur les 3 dernières années (2017-2019), 9,5 M€ ont été perçus par la Ville. En comparaison, le montant s'élève à 6,7 M€ durant les 3 premières années du mandat (2014-2016). La Ville a gagné 2,8 M€ de recettes supplémentaires en 3 ans.

Les recettes d'exploitation

Les produits des services atteignent 3,2 M€. Ils ont baissé de 1% en 2019.

Les recettes de stationnement sont en baisse de plus de 206 000 € car notre délégataire n'a pas transmis les recettes de fin d'année dans les délais imposés par la clôture de l'exercice. Le rattrapage sera effectué en 2020. Les recettes de FPS augmentent de 165 690 €.

Les droits de voirie diminuent de 30 000 € en 2019.

Enfin, les refacturations de charges et de mise à disposition de personnel s'établissent à 940 169 € en hausse de +8,7 % par rapport à 2018.

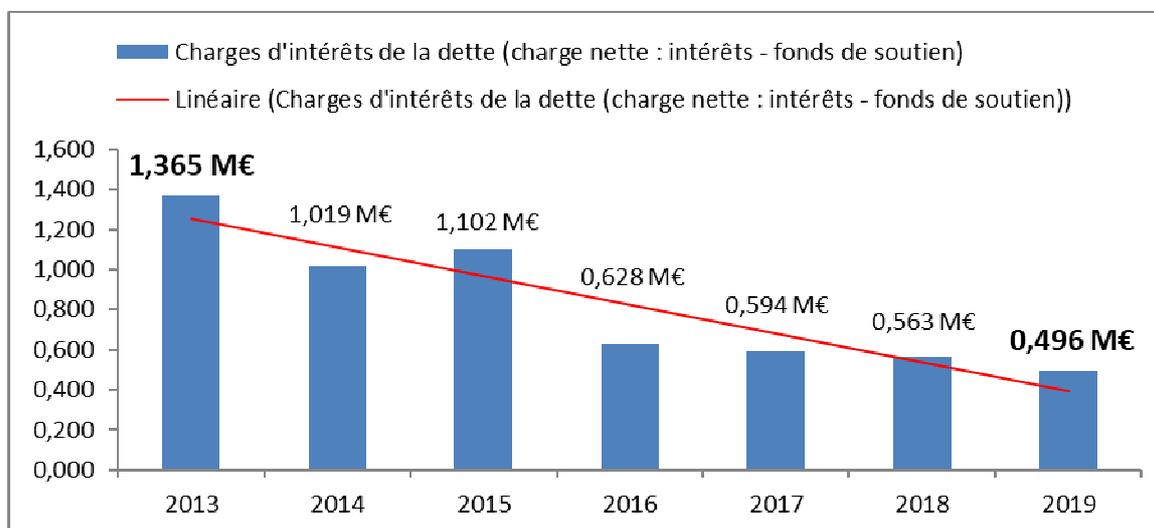
Les recettes institutionnelles

Au-delà de l'évolution de la DGF, les subventions perçues en fonctionnement s'élèvent à 1,4 M€, en baisse de plus de 100 000 € par rapport à 2018.

1.1.2) L'évolution des charges et des produits financiers et exceptionnels

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
66 Charges d'intérêts dette	1 123 100	1 036 715	996 631	1 082 494	734 501	711 122	655 153
écart n-1		-86 385	-40 084	85 864	-347 993	-23 380	-55 969
évol. n-1		-7,7%	-3,9%	8,6%	-32,1%	-3,2%	-7,9%
66 ICNE	235 255	-19 744	105 648	-336 455	-21 887	-27 150	-38 551
66 Autres charges financières	10 444	1 808	0	0	0	0	0
76 Produits financiers	0	0	0	118 216	118 216	120 919	120 919
+/- résultats financiers	-1 368 799	-1 018 779	-1 102 279	-627 824	-594 398	-563 053	-495 683
écart n-1		350 020	-83 500	474 454	33 426	31 345	67 370
évol. n-1		-25,6%	8,2%	-43,0%	-5,3%	-5,3%	-12,0%
67 Charges exceptionnelles	1 317 947	1 120 587	1 015 799	1 685 701	1 467 474	1 313 962	1 387 275
écart n-1		-197 360	-104 788	669 902	-218 227	-153 511	73 312
évol. n-1		-15,0%	-9,4%	65,9%	-12,9%	-10,5%	5,6%
68 Dotations aux provisions	0	0	0	0	0	0	0
775 Produits de cession	1 300	3 830	7 556	0	35 485 700	4 500	1 000
77 Autres produits exceptionnels	73 630	50 891	214 393	255 907	114 852	191 823	73 043
78 Reprise sur provisions	275 000	0	0	200 000	0	0	0
+/- produits et charges except.	-968 018	-1 065 866	-793 850	-1 229 794	34 133 078	-1 117 639	-1 313 232

La gestion active de la dette a permis de diminuer les intérêts de la dette de près de 56 000 € en 2019. C'est plus de 873 100 € d'économies qui ont été réalisées depuis 2013 :



Rappelons qu'en matière de produits financiers, la Ville a bénéficié du fonds de soutien à la renégociation des emprunts structurés à partir de 2016 (120 919 € par an) réduisant le coût de la dette.

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 1,4 M€ en hausse de 5,6% par rapport à 2018. Elles concernent le reversement à Q Park des recettes de stationnement (1 M€) et les titres annulés sur exercice antérieur particulièrement élevés (281 910 € en 2019 contre 33 325 € en 2018).

1.2) Le budget d'investissement

1.2.1) Les recettes d'investissement

Saint-Mandé a pu financer ses investissements en limitant le recours à l'emprunt : plus de 90% des investissements ont ainsi été financés en 2019 par des fonds propres dont les subventions d'investissement qui atteignent 1,2 M€. Sur les 3 dernières années, c'est plus de 5,7 M€ de subventions que la Ville a encaissé pour financer ses investissements.

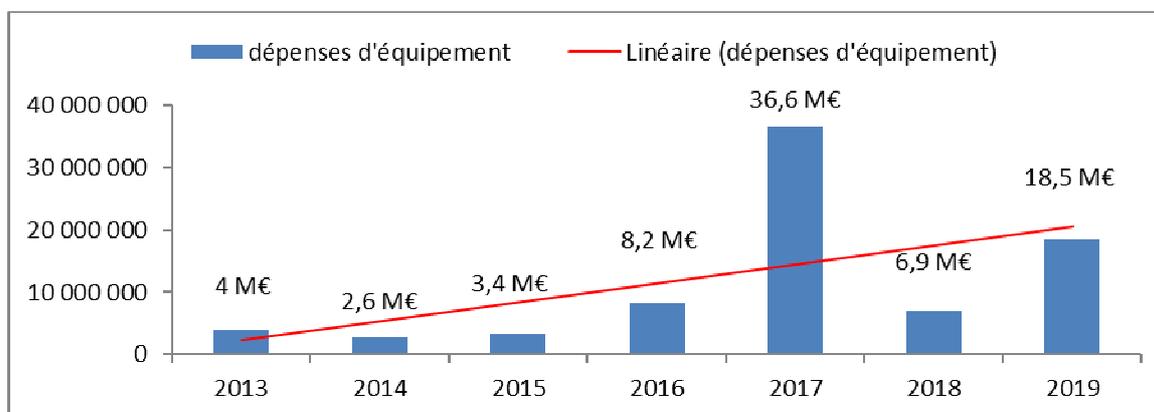
Recettes d'investissement	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
1068 Excédents de financement capitalisés	2 968 272	785 355	1 984 604	0	2 151 925	7 000 000	11 293 195
10 FCTVA	716 413	407 860	350 567	574 593	675 332	586 303	942 130
10 Taxe d'aménagement	107 410	9 996	137 748	74 538	44 768	336 936	228 381
10 Versement pour dépassement PLD	213 626	81 559	4 777 566	49 901	0	0	0
Dotations, fonds divers et réserves	4 005 721	1 284 769	7 250 485	699 032	2 872 026	7 923 239	12 463 706
13 Amendes de police	222 013	149 253	198 814	211 773	0	212 680	80 770
13 Part. non réalisation d'aires de stationnement	0	0	0	0	0	0	0
13 Subventions d'investissement perçues	1 742 454	508 147	195 480	74 103	2 046 337	2 376 492	1 248 654
Subventions d'investissement	1 964 467	657 400	394 294	285 876	2 046 337	2 589 172	1 329 424
27 Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0
Financements propres disponibles	5 970 188	1 942 169	7 644 780	984 908	4 918 363	10 512 411	13 793 130
16 Emprunts d'équilibre	0	0	0	11 727	3 600 000	0	1 400 000
Emprunts d'équilibre	0	0	0	11 727	3 600 000	0	1 400 000

1.2.2) Les dépenses d'investissement

La ville a investi plus de 15,6 M€ en 2019.

Dépenses d'investissement	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
20 Immobilisations incorporelles	198 556,78	89 773,35	249 551,00	235 604,13	1 113 508,72	591 048,95	348 268,66
21 Immobilisations corporelles	1 280 563	595 465	679 964	1 607 932	848 928	962 060	3 343 348
21 Acquisitions foncières	0	0	0	3 588 822	31 491 232	48 240	0
23 Immobilisations en cours	1 880 786	1 625 371	1 974 197	2 371 681	2 578 101	4 425 136	11 742 379
238 Avances versées	0	0	0	0	0	425 761	0
Autres opérations d'équipements	0	0	5 445	2 700	2 700	0	0
Dépenses d'équipements directs	3 359 905	2 310 609	2 909 157	7 806 739	36 034 470	6 452 246	15 433 996
204 Subventions d'équipements versées	643 151	295 849	427 383	390 659	583 989	466 511	189 332
Subventions d'équipements versés	643 151	295 849	427 383	390 659	583 989	466 511	189 332
Total dépenses d'équipements	4 003 057	2 606 458	3 336 540	8 197 398	36 618 459	6 918 757	15 623 328

Avec les reports, c'est près de 18,5 M€ de crédits qui ont été engagés en investissement fin 2019. Sur les 3 dernières années, c'est plus de 60 M€ qui ont été investis sur l'ensemble du territoire.



Les investissements réalisés en 2019 ont concernés principalement :

- ➔ la construction du nouvel équipement socio culturel CRESCO et l'achat de mobiliers et de matériels divers pour son bon fonctionnement (10 M€),
- ➔ les travaux de rénovation des différents bâtiments de la Ville :
 - l'entretien des bâtiments scolaires (0,260 M€),
 - le rafraîchissement des salles du Conservatoire (0,180 M€) et les travaux d'entretien du Gymnase (70 000 €),
 - l'acquisition du droit au bail situé au 24 avenue Général de Gaulle (80 000 €) et les travaux liés au transfert du Centre de Soins dans les locaux Interval (50 000 €),
- ➔ les aménagements et entretien des différents espaces publics :
 - le réaménagement de l'avenue Général de Gaulle (2,2 M€),
 - le réaménagement de l'avenue Pasteur (0,240 M€), la rénovation de l'éclairage public à l'avenue Pasteur (0,140 M€),
 - divers travaux de trottoirs (0,220 M€), les travaux de voirie de Tourelle-Étant (0,250 M€)
 - l'entretien des espaces verts (0,400 M€),

- les surcharges foncières pour les opérations situées à rue Gallieni et rue Grandville (0,763 M€),
- la vidéo-protection (80 000 €),
- et l'administration générale (informatique, achats,...) pour 0,450 M€.

Enfin, rappelons que la ville s'est engagée dans un plan de transition écologique adopté lors du Conseil Municipal du 17 septembre dernier. Il constitue une feuille de route devant amener la collectivité à prendre des mesures précises en matière de développement.

2) Les taux de réalisation des prévisions budgétaires

Retenons principalement les taux de réalisation des dépenses et des recettes de gestion ainsi que des dépenses d'équipement. Les réalisations se rapprochent globalement des prévisions budgétaires.

- les dépenses de gestion courante : 93,1%

FONCTIONNEMENT		Crédits ouverts 2019	CA 2019	% exécution	Ecart réalisation / prévision
11	Charges à caractère général	10 689 392	9 083 006	85,0%	-1 606 386
12	Charges de personnel et frais assimilés	18 300 000	17 323 142	94,7%	-976 858
65	Autres charges de gestion courante	2 767 767	2 732 234	98,7%	-35 533
14	Atténuation de produits	6 209 934	6 209 933	100,0%	-1
DEPENSES DE GESTION COURANTE		37 967 093	35 348 315	93,1%	-2 618 778

- les recettes de gestion courante : 104,5%

FONCTIONNEMENT		Crédits ouverts 2019	CA 2019	% exécution	Ecart réalisation / prévision
13	atténuations des charges	110 000	298 714	271,6%	188 714
70	Produit des services	6 070 304	6 294 026	103,7%	223 722
73	Impôts et taxes	32 743 302	34 100 943	104,1%	1 357 641
74	Dotations, subventions et participations	3 583 903	3 757 499	104,8%	173 595
75	Autres produits de gestion courante	373 076	368 583	98,8%	-4 493
RECETTES DE GESTION COURANTE		42 880 585	44 819 765	104,5%	+1 939 180

- les dépenses d'équipements : 81,8%

Dépenses d'équipements	crédits ouverts 2019	mandats	reports	total engagés	% exe	crédits annulés
20 Etudes et logiciels	890 867	348 269	140 925	489 194	54,9%	-401 673
21 petits travaux, mobiliers et matériels	5 744 465	3 343 348	1 288 202	4 631 550	80,6%	-1 112 916
23 gros travaux	14 347 479	11 742 379	648 776	12 391 155	86,4%	-1 956 324
204 subventions versées	1 599 017	189 332	763 017	952 349	59,6%	-646 668
DEPENSES D'EQUIPEMENTS	22 581 828	15 623 328	2 840 920	18 464 248	81,8%	-4 117 580

3) Les résultats 2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
résultat d'exercice	3 033 133	2 342 189	3 983 944	3 952 642	3 696 741	5 147 518	5 861 258
résultat antérieur (002)	740 980	2 989 404	3 346 988	7 990 002	9 790 719	6 487 459	341 782
résultat de clôture en fonctionnement (1)	3 774 113	5 331 593	7 330 933	11 942 644	13 487 459	11 634 977	6 203 040
résultat d'exercice	2 396 705	-616 203	4 091 687	-7 338 412	7 406 400	3 707 552	-217 536
résultat antérieur (001)	-3 154 488	-757 783	-1 373 986	2 788 815	-4 549 597	2 856 803	6 564 355
résultat de clôture en investissement (2)	-757 783	-1 373 986	2 717 701	-4 549 597	2 856 803	6 564 355	6 346 819
fonds de roulement (3=1+2)	3 016 329	3 957 607	10 048 633	7 393 047	16 344 262	18 199 332	12 549 859
reports au 31/12 (4)	-27 571	-610 618	-1 154 553	3 060 815	-2 541 474	-3 807 692	-2 840 920
resultat cumulé après couverture des reports (3-4)	2 988 758	3 346 988	8 894 080	10 453 862	13 802 788	14 391 640	9 708 939

3.1) Les résultats d'exercice

En fonctionnement, le résultat d'exercice est donc excédentaire de +5,7 M€. Par rapport aux prévisions budgétaires, la ville a encaissé plus de recettes et dépensé moins :

- ➔ des recettes de gestion courante nettement supérieures aux prévisions budgétaires (+1,9 M€) :
 - produit fiscal TH et TF +0,5 M€ dont 0,170 M€ de rôles supplémentaires
 - droits de mutation +0,8 M€
 - produits des services +0,2 M€
 - subventions +0,2 M€
 - atténuations de charges +0,2 M€
- ➔ et des dépenses de gestion courante moins élevées que prévu (- 2,6 M€) :
 - charges à caractère général -1,6 M€
 - charges de personnel et frais assimilés - 1 M€

En investissement, le résultat d'exercice est déficitaire de - 0,2 M€.

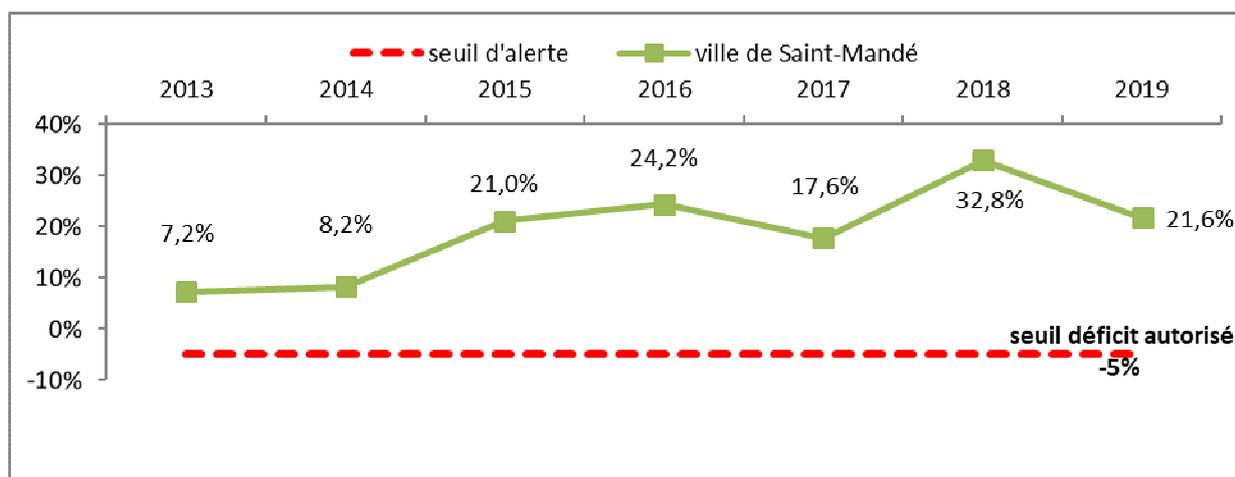
3.2) Les résultats de clôture

Après reprise des résultats antérieurs, le résultat de clôture atteint +6,2 M€ en fonctionnement et +6,3 M€ en investissement.

3.3) Le résultat cumulé (= fonds de roulement) :

Le résultat cumulé (toutes sections confondues), correspondant au fonds de roulement de la collectivité est, par conséquent, excédentaire de 12,5 M€ contre 3 M€ en 2013 et moins de 4 M€ en 2014

Ratio résultat cumulé / recettes réelles de fonctionnement



4) La municipalité a amélioré sa santé financière en 2019

4.1) L'évolution des indicateurs de gestion

Les indicateurs de gestion sont donc bons ; leur évolution, par rapport au début de mandat, également.

Evol financière	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
dépenses de gestion courante	34 081 728	35 158 436	34 998 717	35 526 907	35 400 835	35 075 765	35 348 315
évol. n-1		3,2%	-0,5%	1,5%	-0,4%	-0,9%	0,8%
recettes de gestion courante	41 234 129	40 906 638	42 048 676	42 681 494	42 530 444	43 611 329	44 819 765
évol. n-1		-0,8%	2,8%	1,5%	-0,4%	2,5%	2,8%
épargne de gestion	7 152 401	5 748 202	7 049 959	7 154 588	7 129 609	8 535 564	9 471 450
écart n-1		-1 404 199	1 301 757	104 628	-24 979	1 405 955	935 887
évol. n-1		-19,6%	22,6%	1,5%	-0,3%	19,7%	11,0%
charges financières	1 368 799	1 018 779	1 102 279	746 040	712 614	683 972	616 602
produits financiers	0	0	0	118 216	118 216	120 919	120 919
+/- résultats financiers	-1 368 799	-1 018 779	-1 102 279	-627 824	-594 398	-563 053	-495 683
charges exceptionnelles	1 317 947	1 120 587	1 015 799	1 685 701	1 467 474	1 313 962	1 387 275
produits de cession	1 300	3 830	7 556	0	35 485 700	4 500	1 000
autres produits exceptionnels	348 630	50 891	214 393	455 907	114 852	191 823	73 043
+/- produits et charges except.	-968 018	-1 065 866	-793 850	-1 229 794	34 133 078	-1 117 639	-1 313 232
épargne brute	4 815 584	3 663 557	5 153 831	5 296 970	40 668 289	6 854 872	7 662 536
écart n-1		-1 152 027	1 490 274	143 139	35 371 319	-33 813 417	807 664
évol. n-1		-23,9%	40,7%	2,8%	667,8%	-83,1%	11,8%
tx d'épargne brute	11,6%	8,9%	12,2%	12,2%	52,0%	15,6%	17,0%
remboursement capital dette	1 350 144	1 367 008	1 384 868	1 411 352	1 446 098	1 592 872	1 588 616
épargne nette	3 465 440	2 296 549	3 768 964	3 885 618	39 222 191	5 262 000	6 073 920
écart n-1		-1 168 891	1 472 414	116 654	35 336 573	-33 960 190	811 920
évol. n-1		-33,7%	64,1%	3,1%	909,4%	-86,6%	15,4%

Avec, à la fois, des efforts de gestion entrepris depuis 6 ans et une hausse de ses recettes courantes, la Ville de Saint-Mandé a vu son épargne de gestion, qui a atteint 9,5 M€ fin 2019, en nette progression de +3,7 M€ par rapport au niveau atteint en début de mandat (5,8 M€).

L'épargne brute est de 7,7 M€ fin 2019 contre 3,7 M€ en 2014. Elle est largement supérieure au remboursement du capital de la dette (1,6 M€), dégagant ainsi une épargne nette positive de 6,1 M€ contre 2,3 M€ en 2014.

4.2) Le stock de dette et la capacité de désendettement

Le stock de dette : en baisse de 2 M€ par rapport à 2013

En mobilisant un emprunt d'1,4 M€ et en remboursement, dans le même temps, 1,6 M€, le stock de dette diminue de 0,2 M€ en 2019 (hors indemnité recapitalisée de 198 000 € liée à la renégociation fin 2018 de l'emprunt structuré). Le stock de dette s'établit à 20,1 M€ fin 2019. Net du fonds de soutien, il est de 18,5 M€, en baisse de 2 M€ par rapport à 2013.

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
- remboursement capital dette	1 350 144	1 367 008	1 384 868	1 411 352	1 446 098	1 592 872	1 588 616
+ emprunts mobilisés	0	0	0	0	3 600 000	0	1 400 000
+ / - variation encours de dette	-1 350 144	-1 367 008	-1 384 868	-1 411 352	2 153 902	-1 592 872	-188 616
+ indemnité recapitalisée							198 000
encours de dette	20 564 483	19 197 475	17 812 608	19 532 982	21 686 884	20 094 013	20 103 397
fonds de soutien restant dû au 31/12	0	0	0	2 073 321	1 900 544	1 727 767	1 554 990
encours de dette net du fonds de soutien	20 564 483	19 197 475	17 812 608	17 459 662	19 786 340	18 366 245	18 548 407

La dette actuelle s'éteindra en 2035. Sa durée résiduelle est de 16 ans :

Année	Amortissement	Intérêts	Annuité
2020	1 647 331,35 €	621 211,97 €	2 268 543,32 €
2021	1 522 590,96 €	561 718,74 €	2 084 309,70 €
2022	1 557 562,38 €	428 598,44 €	1 986 160,82 €
2023	1 594 070,21 €	386 232,61 €	1 980 302,82 €
2024	1 632 138,45 €	343 457,52 €	1 975 595,97 €
2025	1 662 566,73 €	299 355,81 €	1 961 922,54 €
2026	1 615 345,98 €	254 541,41 €	1 869 887,39 €
2027	1 490 802,61 €	210 430,57 €	1 701 233,18 €
2028	1 451 758,71 €	170 701,89 €	1 622 460,60 €
2029	1 450 873,33 €	133 356,87 €	1 584 230,20 €
2030	998 059,85 €	100 291,23 €	1 098 351,08 €
2031	939 753,29 €	78 562,60 €	1 018 315,89 €
2032	918 563,48 €	56 895,13 €	975 458,61 €
2033	700 147,60 €	35 763,72 €	735 911,32 €
2034	727 522,67 €	18 710,65 €	746 233,32 €
2035	194 309,48 €	1 041,48 €	195 350,96 €
total	20 103 397,08 €	3 700 870,64 €	23 804 267,72 €

La structure de la dette : une dette davantage sécurisée

Avec la renégociation du contrat EUR/CHF en 2015, la ville avait déjà fortement amélioré la sécurisation de son encours. Elle l'a poursuivi en 2017 et 2018 :

- en 2017, la ville a emprunté 2 M€ sur 12 ans à taux fixe (1,08%) dont 0,6 M€ mobilisés en 2017 et 1,4 M€ en 2019, poursuivant ainsi sa volonté de réduire au maximum les risques liés à la dette,
- en 2018, elle a, par ailleurs, renégocié son contrat de type « pente » et obtenu en échange un emprunt à taux fixe de 2,2% qui vient, une fois de plus, sécuriser sa dette. Pour mémoire, le taux fixe initial était de 3,42% si l'écart entre le taux CMS 30 ans et le taux CMS 1 an était supérieur à 0%. Dans le cas contraire, le taux payé était de 6,12% + 5 fois l'écart. En contrepartie de cette sécurisation, la ville a dû régler une indemnité compensatrice d'un montant de 198 000 € qui a pris la forme d'une recapitalisation en 2019.

C'est ainsi que fin 2019, la collectivité affiche une dette à 88,3% sécurisée (classée 1A selon la Charte de Gissler) contre 61,1% fin 2014.



L'encours de dette fin 2019 est composé, de la manière suivante :

- 88,3% à taux fixe,
- 11,7% de taux structuré sur des stratégies barrières sur Euribor qui ne présentent pas de risques particuliers (classé 1 B selon la charte Gissler).

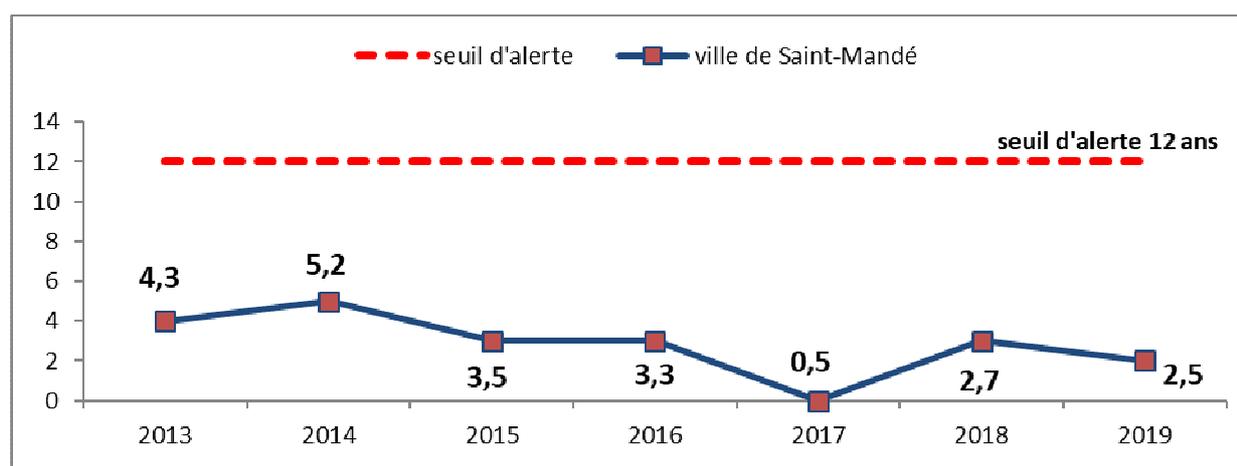
La capacité de désendettement : en nette amélioration par rapport au début de mandat

Enfin, la capacité de désendettement s'est améliorée en 2019 : elle est de 2 ans ½ (largement inférieure au plafond fixé à 12 ans par l'Etat dans la loi de programmation des finances publiques 2018-2022).

Son taux d'endettement à également baissé entre 2013 et 2019.

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
encours de dette net du fonds de soutien	20 564 483	19 197 475	17 812 608	17 459 662	19 786 340	18 366 245	18 548 407
capacité de désendettement (nbre années)	4,3	5,2	3,5	3,3	0,5	2,7	2,5
tx d'endettement (encours de dette / recettes réelles f)	49,8%	46,9%	42,1%	40,6%	25,3%	41,8%	41,2%

Evolution de la capacité de désendettement (en nombre d'années)



Les équilibres structurels restent donc solides fin 2019 au regard de l'évolution des dépenses et des recettes en fonctionnement et de la gestion active de la dette. Tout en renforçant ses interventions, la Ville a préservé son avenir sur le plan financier.

Monsieur le Maire quitte la salle du Conseil pour permettre aux Conseillers municipaux de procéder au vote. Le conseil municipal élit un président de séance.

Je vous demande donc, mes Cher(e)s Collègues, après constat de l'identité des valeurs avec les indications du compte de gestion et vu l'avis favorable émis par la commission municipale Finances et évaluation des politiques publiques, ressources humaines, administration générale réunie le 10 juillet 2020, d'adopter le Compte Administratif 2019 de la Commune.

LE RAPPORTEUR